

**CONFERENCE DE L'ASSOCIATION DES UNIVERSITES AFRICAINES SUR :
LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE : LE ROLE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR**

**UNE ETUDE SUR « LES DEFIS DU FINANCEMENT DE LA RECHERCHE DANS LES
INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE »**

SOUS-THEME : RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

PAR

Prof Ngotho wa Kariuki : Spécialiste au Commonwealth et Professeur Invité de Comptabilité,
Finance et Fiscalité à l'Université de Buea, Cameroun

COURRIEL : nwakariuki@yahoo.co.uk

TEL : +237 7777 9530

LES PROBLEMES DE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITES AFRICAINES

I. INTRODUCTION

Le financement de l'enseignement supérieur en Afrique est une des questions les plus impératives et difficiles auxquelles est confronté l'enseignement supérieur. Les frais de gestion des institutions de l'enseignement supérieur sont exceptionnellement élevés. En dépit de cette situation, la gestion et le financement de l'enseignement demeure avant tout, la responsabilité du gouvernement malgré la diminution de leurs budgets.

Plusieurs pays africains répondent à ces défis de ressources pour l'enseignement supérieur, en favorisant la création des universités privées, mais sans toutefois un environnement politique bien défini pour ces institutions. Dans certains cas, les universités privées sont organisées et gérées simplement comme des entreprises commerciales sans aucune attention à l'importance stratégique de l'enseignement supérieur dans le contexte du développement durable.

Selon une association de chercheurs (WARIMA)¹, la recherche au 21^{ème} siècle est moins destinée à la poursuite de la connaissance et de l'avancement du savoir qu'à la production de bénéfices et à l'amélioration de la qualité de vie de toutes les couches de la société ». il n'est plus question pour les universités africaines d'être des réservoirs du savoir indigène ou moderne, et de propriété intellectuelle.

Il est par conséquent impératif que les universités ne s'intéressent plus exclusivement à la recherche académique mais que leur recherche doivent apporter des réponses aux questions qui contribuent au développement de l'Afrique, surtout en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

De ce qui précède, la recherche universitaire est au cœur du développement du continent. Ceci exige des ressources (équipements, technologie, finances, etc.). En soi, le financement provenant de fonds consolidés est basé sur les bénéfices économiques que la recherche produira et de la manière dont elle contribuera à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Le financement par le secteur privé est basé sur les bénéfices économiques qu'elle produira pour les financiers.

Des études relatives à la gestion de l'enseignement supérieur en Afrique ont conclu que l'utilisation et la gestion efficaces des ressources limitées sont entravées par le manque de responsabilité. Dans d'autres régions du monde, de meilleurs systèmes de gestion permettent aux universités d'accéder à des fonds accrus pour la recherche, assurant que les fonds destinés à la recherche soient utilisés de manière à satisfaire les besoins des sponsors et que les résultats soient effectivement diffusés pour utilisation publique et commerciale.

Méthodologie utilisée dans la recherche

La méthodologie employée est l'utilisation de données secondaires. Les matériels et ressources ont été analysés à partir des données disponibles, d'Internet, de rapports annuels et de publications dument reconnus.

Le présent document fait l'analyse générale du paysage de l'enseignement supérieur en Afrique. Nous analysons d'innombrables problèmes rencontrés et les éventuelles solutions. Nous étudions ensuite les divers problèmes de financement, avant d'aborder le rôle et le financement de la

¹ Association pour l'Innovation et la Gestion de la Recherche en Afrique de l'Ouest

recherche dans les universités africaines. En guise de conclusion, nous allons expliquer les différents domaines d'intervention du secteur privé. Nous allons également examiner les éventuels domaines de collaboration entre les universités africaines, avec d'autres universités et organes externes. Nous utilisons le Cameroun et certains pays de l'Afrique Centrale comme des études de cas typiques.

II. LE ROLE DES MINISTERES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les Ministères de l'Enseignement Supérieur sont chargés de l'enseignement supérieur tel que démontré par cette déclaration du Ministère de l'Enseignement Supérieur du Cameroun.

« Le Ministère de l'Enseignement Supérieur a la responsabilité principale de superviser la mise en application des lois, décret et politiques de l'instruction publique dans les institutions de l'enseignement supérieur au Cameroun et de l'élaboration des normes administratives relatives à l'enseignement supérieur. Le Ministère est responsable du développement et du suivi des programmes de formation et d'enseignement » (Rapport Annuel 2007).

III. PROBLEMES GENERAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE

• Investissement dans l'Enseignement Supérieur en vue du Développement de l'Afrique

Un rapport de la Banque Mondiale dit ceci à l'égard de l'investissement dans l'éducation : « L'investissement dans l'éducation est primordial pour le développement de l'Afrique. Le principal défi des gouvernements africains est la manière de parvenir à renforcer le capital humain à travers l'investissement continu et soutenu dans l'éducation. Pour survivre et être compétitif à l'âge électronique, l'Afrique doit non seulement disposer de citoyens lettrés, capables de calculer et techno-lettrés, mais aussi des citoyens formés et hautement qualifiés » (Zezeza et al 2004:127).

En dépit de cette impératif, l'investissement dans l'enseignement supérieur reste difficile à atteindre. La plupart des universités continuent d'être financés et contrôlés par les gouvernements étant donné qu'elles manquent d'autocratie dans le financement. Dans cette relation de dépendance, le gouvernement dicte ce que les universités doivent faire.

L'université en Afrique occupe une place importante et cruciale et mérite d'avoir la latitude de déterminer ses propres priorités. Toutefois, l'université est en général créée sur la seule initiative et aux frais du gouvernement pour atteindre certains objectifs. Par conséquent le concept de liberté académique et de relation de financement devient des thèmes sensible.

• Les Universités Africaines et les Programmes d'Ajustement Structurel

Les universités africaines ont été affectées par les PAS des années 1980. Dans toute la région d'Afrique subsaharienne l'histoire a été la même que celle vécue en Afrique de l'Est.

Les politiques d'Ajustement Structurel imposées aux pays par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) comme condition pour être éligible à l'assistance financière, a manifestement affecté le secteur de l'éducation.

En général, les politiques d'Ajustement Structurel ont affecté l'accès à l'éducation dans les domaines suivants:

- Des réductions des dépenses publiques per capita dans l'éducation ;
- Elles ont aggravé la pauvreté au sein des ménages à travers les effets néfastes sur l'emploi et le revenu ;
- Elles ont mal appliqué les réformes, entraînant ainsi la marginalisation des communautés vulnérables ;
- A travers le partage des dépenses, certains parents n'ont plus été en mesure d'assurer l'éducation à tous les enfants, d'où la rupture de l'égalité du genre. Par conséquent les filles ont subi les effets néfastes des réformes.

• L'Afrique de l'Est

Implication du Secteur Privé dans l'Enseignement Supérieur

Le secteur privé a un rôle à jouer dans l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est. On estime que si les décideurs politiques écartent le secteur privé de l'enseignement supérieur, des prestataires internationaux remplira le vide qui s'en suit. Il ne sera pas facile de convaincre ces prestataires qu'ils doivent inclure le contexte local dans les programmes qu'ils développent.

L'entrée du secteur privé dans l'enseignement supérieur a de plus en plus soulagé le gouvernement de sa lourde responsabilité de pourvoyeur d'éducation. Le rôle du secteur privé a par conséquent augmenté, et l'enseignement supérieur est en soi devenu une marchandise – les étudiants sont considérés comme des consommateurs et les institutions, des fournisseurs. Des milliers de nouveaux prestataires sont entrés dans le commerce de vente de cette marchandise (Zeze et al 2004:100)

• Le Cameroun

L'éducation est dans la plupart des pays africains, y compris le Cameroun, le secteur social à plus forte croissance. Juste après l'indépendance, le Cameroun disposait d'une seule université qui était financée par l'Etat. Le gouvernement prenait en charge les étudiants qui obtenaient une bonne mention au Baccalauréat. Il recevait automatiquement du gouvernement fédéral, une bourse qui couvrait non seulement l'hébergement et la restauration, mais aussi la scolarité, les livres, le transport et les primes. L'entrée au lycée suivait la même approche.

Le gouvernement a été contraint par la Banque Mondiale de revoir ses recettes et ses dépenses lorsqu'elle lui a imposé les PAS. Les allocations que des ministères et les agences publiques recevaient du gouvernement, ont connu des réductions drastiques. En vue de mettre l'accent sur la gravité de l'évolution défavorable de sa trésorerie, le gouvernement a procédé à des réductions drastiques des salaires des fonctionnaires.

Plusieurs problèmes ont été identifiés dans une étude conduite au Cameroun (Ngwana 2001:1) sur l'enseignement supérieur.

a) Au cours de la période entre l'indépendance (1960) et les années 1990, le système d'enseignement supérieur camerounais à l'instar d'autres pays en développement, ployait sous le poids de son incapacité à s'adapter convenablement aux besoins de changement. Cette situation a été davantage aggravée par la croissance des effectifs d'étudiants.

b) Etant donné qu'il y avait une seule université (l'université de Yaoundé), le problème de surpeuplement n'était pas encore résolu. En 1984, le nombre d'inscription atteignait 18000. En 1990, il s'est élevé à 32000 et 45000 en 1991. La croissance correspondante en ressources humaines et matérielles n'équivaut pas aux effectifs d'étudiants.

c) Etant donné que l'infrastructure était soumise à un effort excessif, il y a eu naturellement le surpeuplement des salles de cours et autres installations. Dans ces conditions, le processus d'enseignement et d'apprentissage ne pouvait être qu'inefficace.

d) En outre, les programmes disponibles avaient une portée limitée et ne pouvaient pas attirer la majorité des étudiants.

e) Le recrutement de personnel était très inférieur à la croissance des effectifs d'étudiants. Donc le coefficient personnel-étudiant était très élevé.

f) Le taux de réussite aux examens annuels se maintenait à 30%. Le taux d'échec de 70% justifiait les taux élevés d'abandon.

g) L'absence d'un profil de carrière bien défini pour le personnel académique ; la prévalence de surcharge dans l'enseignement, les mauvaises conditions d'enseignement ; la pénurie d'installations pour la recherche et de congés d'études engendraient une communauté académique démoralisée.

En vue de résoudre ces problèmes, le Président a en 1993, créé cinq universités. Ce sont les universités de Yaoundé Deux, Douala, Dschang, N'Gaoundéré, et Buea. Ce qui a ramené le nombre d'universités à six.

Le but de la réforme était entre autres d'étendre la participation des différentes parties prenantes dans le financement et la gestion des institutions d'enseignement supérieur à travers l'instauration de frais de scolarité et l'éventuelle restriction du financement de l'Etat.

Suivant une étude menée par le Groupe de Travail de l'Enseignement Supérieur (GTES), le résultat de cette réforme était que le coefficient général personnel-étudiant a été amélioré de 1/54 en 1992/1993 à 1/34 en 1996/1996. Dans les différentes institutions, les coefficients enregistrés dans la même année académique se présentaient comme suit : Université de Buea 1/34, Université de Douala 1/45, Université de Dschang 1/19, Université de N'Gaoundéré 1/15, et Université de Yaoundé Deux 1/29.

L'autonomie financière et de gestion était l'un des principaux défis de la réforme. En vue d'accroître la capacité des diverses universités dans ces domaines, plusieurs mesures ont été prises. Premièrement, les structures des universités ont été révisées dans le but d'apporter des équipes de gestion autonomes viables en vue de conduire les universités dans leur nouveau statut. Deuxièmement, les bourses d'étudiant ont été abolies et les frais de scolarité de 50000FCFA (830\$ environ) ont été introduits. Ainsi, les dépenses en assistance sociale aux étudiants ont connu une baisse remarquable et les frais d'inscription couvraient 30% des budgets des universités (WGHE).

Les faiblesses de la Réforme étaient entre autres :

Un examen superficiel des effets quantitatifs de la réforme pouvait conduire à une simplification excessive de la situation du système d'enseignement supérieur dans le pays. L'Université de Buea, par exemple, est obligée par manque d'installations, d'adopter une politique de réduction stricte dans ses conditions d'admission. Cette politique élimine un nombre important de camerounais anglophones de l'université.

La création de six universités et la diversification des programmes a exigé davantage de ressources humaines et matérielles et un mécanisme pour leur subsistance. L'étude du GTES a révélé que des cas de mauvaise gestion ; d'irrégularité dans le financement, etc. ont été remarqués dans la plupart des universités.

Le renforcement des capacités académiques est probablement l'un des aspects les plus importants de la réforme. Il a été nécessaire de recruter du personnel académique pour remplir les postes créés dans les nouvelles formations et universités. L'étude a révélé que la majorité des enseignants recrutés en qualité de professeurs assistants ne possèdent pas des capacités de recherche et dans la plupart des cas n'ont pas de diplômes d'études supérieures (exemple, Doctorat). A l'Université de Yaoundé Un, ils constituent 24% du corps professoral, 47% à l'Université de Yaoundé Deux, 69% à l'Université de Buea, 64% à l'Université de N'Gaoundéré et 72% à l'Université de Dschang. Il n'y a pas assez de professeurs de haut niveau pour appuyer ces professeurs assistants dans la formation à la recherche ou dans des programmes de troisième cycle.

A partir de cette toile de fond, on peut se rendre compte de l'état de souffrance de la recherche dans ces universités.

IV. PROBLEMES DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE

Les universités africaines sont financées par le budget de l'Etat,

- Dans ce cas, un des problèmes de financement est que l'université fait la concurrence avec les autres besoins de l'économie. Les gouvernements concentrent leurs dépenses dans le développement d'autres domaines de la société.
- Les fonds alloués à l'enseignement supérieur sont relativement constants mais la contribution per capita est en train de se réduire à cause de l'inscription croissante des étudiants dans cette section de l'éducation.
- Les universités sont très dépendantes du budget et ne disposent pas d'autres sources de mobilisation de fonds. Etant donné que des réductions budgétaires sont exigées, les universités réduisent leur budget de recherche.

Le Financement Public dans les Universités de l'Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, pendant plusieurs années, l'université a été publique en ce qui concerne la propriété et le contrôle opérationnel. Par conséquent, les dépenses en enseignement, y compris les bourses des étudiants, étaient entièrement prises en charge par le budget public (Zezeza et al, P.g 95).

L'impact du sous financement des universités se traduit actuellement par l'inadéquation des infrastructures, l'insuffisance des installations éducatives, les coefficients étudiant-cours très élevés, un corps professoral et un personnel administratif et financier mal formés, l'utilisation de technologies d'enseignement et d'apprentissage caduques et une formation de qualité inférieure. Les installations éducatives destinées à quelques centaines d'étudiants sont actuellement utilisées par des milliers d'étudiants. Par exemple, la principale bibliothèque de l'université de Makérére en Ouganda, a une capacité de 800 personnes, mais l'université compte plus de 35000 étudiants inscrits.

Compte tenu des conditions économiques difficiles que la région a connues dans un passé récent, l'appui du gouvernement à ces institutions, s'est constamment réduit, et les universités ont été obligées d'opérer avec des budgets étroits. Les universités ont été par conséquent contraintes de revoir leurs stratégies, et de chercher éventuellement d'autres sources de financement, y compris de créer des activités génératrices de revenus (Zezeza et al, Pg 105).

La question de réduction des allocations financières aux universités publiques en Afrique de l'Est à l'instar de plusieurs autres pays africains, a engendré d'énormes préoccupations par rapport à la qualité de la gestion des programmes offerts. En conséquence, les universités ne disposent pas de fonds suffisants pour les salaires du personnel (Zezeza et al 2004:131).

V. PROBLEMES DE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITES AFRICAINES

De l'analyse des problèmes de financement qui affectent les universités africaines, il est évident que le financement de la recherche ne figure pas sur la liste des priorités. Le problème de la recherche est aggravé par les mauvaises conditions d'enseignement qui font que la plupart des chercheurs ont d'autres activités à temps partielles pour « joindre les deux bouts ». Lorsqu'il y a des réductions budgétaires, la composante recherche est affectée.

Si les universités ne peuvent pas exceller dans la recherche, elles ne peuvent pas apporter ou créer de nouvelles connaissances. La carence de recherche affecte les principales activités des universités africaines et sape le développement durable.

L'autre problème auquel est confronté le financement de la recherche en Afrique, est la corruption et le détournement de fonds par les autorités des institutions d'enseignement supérieur, qui réduisent les ressources réservées aux les activités de recherche. En outre, la méthode d'allocation de maigres ressources n'est pas transparente et ne reçoit pas toujours des propositions conséquentes.

La responsabilité par rapport aux fonds alloués à la recherche n'est pas observée et dans plusieurs cas, ces fonds sont utilisés pour joindre les deux bouts, et par conséquent, aucun résultat n'est disponible pour justifier les fonds dépensés.

La plupart des universités ne sont pas autonomes en matière de financement et lorsqu'il y a partage des coûts de financement des institutions d'enseignement supérieur, la part de ces institutions n'est pas assez importante pour couvrir les activités de recherche.

Autres problèmes de financement de la recherche dans les institutions d'enseignement supérieur

La plupart des demandes ou propositions de recherche ne satisfont pas aux critères des bailleurs de fonds, ou les résultats de la recherche ne satisfont pas aux attentes des bailleurs de fonds. Par conséquent, beaucoup de propositions sont rejetées. Ceci est dû parfois à l'inexpérience.

La plupart du temps, les autorités de l'enseignement supérieur ne produisent pas de rapports appropriés ou détaillés sur les recherches entreprises, et ne mènent pas des activités de suivi de recherche. Cet état de chose empêche davantage les bailleurs de fonds d'accorder des subventions à la recherche.

Au moment d'écrire les propositions de recherche, la participation de divers spécialistes à écrire chaque domaine d'expertise n'est point requise. Ce manque de collaboration constitue une véritable faiblesse pour les chercheurs.

ETUDE DE CAS : LE CAMEROUN

Montée et Chute de la Recherche Publique : Perspective Historique

La recherche au Cameroun a reçu un appui considérable au milieu des années 1980. Le gouvernement a mis en place un système de financement de la recherche scientifique et la technologie lorsque l'ONAREST a été créé. En ce moment, le Cameroun, à l'instar des autres pays africains, avait investi dans la recherche. Au début des années 1980, la recherche a connu un essor.

Sur une période de dix ans, le budget total de l'Institut de Recherche Agricole (IRAD) et l'Institut de Recherche Zootechnique et Vétérinaire (IRZV) est passé d'environ 1 milliard FCFA en 1976/1977 à 9,2 milliards en 1980.

La croissance observée dans les universités et instituts de recherche pendant les années 1980, a été brusquement interrompue par la crise économique. Cette situation a entraîné l'arrêt de l'appui financier aux instituts de recherche, la réduction catastrophique des subventions au monde académique, les retards dans le paiement des salaires et la fin du financement des programmes de recherche entre autres.

Croissance des Universités, Problèmes de Financement et Stagnation de la Recherche

Une étude menée par l'IFS sur la recherche scientifique au Cameroun, a observé que le développement des infrastructures de recherche publique au Cameroun a été principalement financé par le gouvernement dans les années 1960 et 1970. Avec la création de nouvelles universités, il y a eu une demande accrue de fonds pour la recherche.

En 1986/1987, le gouvernement a été contraint par le FMI, à d'énormes réductions budgétaires et les décaissements budgétaires approuvés pour la recherche étaient irréguliers et souvent insuffisants, d'où les conditions difficiles de la recherche.

Pendant la plupart des années difficiles, notamment de 1986 à 1996, les programmes de recherche qui dépendaient de fonds nationaux ont été arrêtés à cause des réductions observées dans le paiement des salaires.

En un mot, la crise financière a entraîné le rétrécissement continu des subventions de l'Etat aux instituts de recherche. Les contraintes financières des instituts ont aussi entraîné la démission de plusieurs chercheurs de leurs postes. Par exemple les chercheurs de l'IRAD étaient au nombre de 284 en 1992, en 2003 ; ils n'étaient que 198.

L'Amenuisement de la Communauté de Chercheurs Hautement Qualifiés

L'étude a observé que les scientifiques du Cameroun (dans les universités en particulier) sont formés. Presque tous les chercheurs (96%) de la Faculté des Sciences de l'Université de Yaoundé ont un doctorat ou son équivalent, tandis que près du tiers de leurs homologues de l'IRAD possèdent un Doctorat ou son équivalent (Gaillard et al 2003: 23).

Compte tenu des contraintes financières, le recrutement a été ralenti (surtout à l'IRAD) au cours des dix dernières années.

Avant 1987, l'état prenait en charge entre 85 et 95% des activités de recherche. Cependant, au cours de la période 1987-1993, le pourcentage de financement étranger s'est élevé à environ 39%. Les plus grandes contributions de financement proviennent de la Banque Mondiale (surtout sous forme de prêts), le Fonds d'Aide à la Coopération (FAC), la Caisse Centrale de Coopération Economique, l'Administration Britannique de Développement International (ODA, aujourd'hui DFID), l'union Européenne et la GTZ allemande (Gaillard et al 2003: 27).

Avant 1993, les chercheurs et les professeurs d'université du Cameroun recevaient des salaires comparativement plus compétitifs que ceux des autres pays africains, ce qui leur permettait un niveau de vie élevé. Cependant, en 1993, la crise économique s'est attaquée aux salaires des chercheurs et a entraîné une réduction de 66%. Cette diminution des salaires a été suivie quelques mois plus tard de la dévaluation du FCFA de 50% par rapport à la monnaie française.

En un an, le pouvoir d'achat des chercheurs camerounais a dégringolé en catastrophe. Un agent de recherche qui gagnait de 250000FCFA, environ 380 Euros, par mois au début des années 1990, a vu son pouvoir d'achat descendre à environ 125% par mois. Plusieurs s'assurent des revenus extra en faisant un autre travail.

L'absence de fonds nationaux pour appuyer la recherche pour le bien public a davantage été compliquée par l'émergence de services de consultation pour des institutions et organisations internationales. Les chercheurs locaux sont donc à la merci des bailleurs de fonds.

Les pays développés ont tendance à utiliser l'Afrique comme un endroit où on fait des recherches qu'on emporte plus tard chez soi, tout comme un laboratoire où l'on fait des expériences. L'Afrique se vend elle-même à bon marché. Elle ne voit pas où les résultats vont, et elle ne profite point de ces recherches.

Les exemples du Cameroun ci-dessus, expliquent la situation désastreuse de la recherche dans la plupart des universités africaines.

LA MARCHE A SUIVRE

Compte tenu des problèmes de financement de la recherche tel qu'expliqué, quelle est la feuille de route pour les universités africaines ? Avec un tableau aussi sombre, les universités africaines n'ont d'autre choix que d'aller à la recherche de sources de financement alternatives en vue d'assurer leur survie. L'alternative au financement est la collaboration avec les bailleurs de fonds externes.

- **CAMEROUN**

- a) Financement externe**

Les universités camerounaises ont collaboré avec les bailleurs de fonds. Dans un rapport d'étude d'impact, il est noté que la recherche scientifique s'est érodée depuis les années 1990, mais qu'au cours de ces dernières années, elle montre des signes de rétablissement. Toutefois, elle dépend du financement provenant de sources internationales.

Les chercheurs du Cameroun ont soumis des demandes à l'IFS et ont reçu des subventions de recherche depuis 1976. Pendant la période 1993-2002, l'IFS a reçu 120 demandes provenant des chercheurs du Cameroun, pour une première subvention. De ces 120 demandes, 44 propositions ont été approuvées, soit un taux de réussite élevé de 36%. En comparaison, le taux de réussite des chercheurs du Cameroun pendant les années 1990, était deux fois supérieur à ceux de l'Afrique (15%) et de l'Asie (17%), et plus fort que celui de l'Amérique Latine (30%) (Gaillard et al 2003: 39).

Au cours de l'année académique 1998/1999, pour la première fois dans l'histoire des Universités du Cameroun, un fonds national de recherche par appel d'offres a été lancé à l'Université de Yaoundé I (Gaillard et al 2003: 20).

Voir Annexe 1 et 2.

- b) Efforts de collaboration entre le secteur privé et les universités**

L'importance de notre effort a été de montrer comment les secteurs public et privé pouvaient être utilisés à collaborer dans le financement coopératif de la recherche. En étudiant les diverses sources de financement de la recherche en Afrique, il est important de répondre aux questions suivantes :

1. Les institutions de recherche sont-elles autonomes vis-à-vis de l'administration ?
2. Y a-t-il assez de fonds pour financer le personnel, l'équipement, les espaces de laboratoire, les véhicules, etc. ?
3. Y a-t-il des fonds appropriés pour la formation continue du personnel à tous les échelons ?
4. Y a-t-il possibilité d'accords avec des universités étrangères pour des programmes d'échange à court terme ?
5. Les programmes et les sujets sont-ils en adéquation avec les projets de développement en vue de garantir qu'ils sont orientés vers les besoins de développement ?

6. Y a-t-il une coopération entre les institutions de recherche ou un fonds continental pour la recherche établi dans le cadre de l'Union Africaine ?
7. Dans quel domaine ou à quel niveau les pays en développement concentreront les efforts et le financement de la recherche ?

c) De quelle manière le secteur privé peut-il contribuer

L'un des principaux problèmes auxquels sont confrontées les universités camerounaises, tout comme d'autres universités africaines, est la question de sous-financement qui perdure. A cause du nombre élevé d'universités, la concurrence pour les fonds de recherche auprès du budget de l'état ne peut être gagnée. Avec l'actuelle récession internationale qui empire la situation, il n'y a d'autres options que le parrainage coopératif de la recherche dans les universités par l'état et le secteur privé.

La collaboration du secteur dans le domaine de la recherche a été dormante. Au niveau du système universitaire camerounais, la culture de collaboration n'existe pas. La contribution de donateurs bénévoles du secteur privé n'existe pas.

Il est important de considérer la possibilité de la réallocation des dépenses. Les universités devront revoir leurs lignes de dépenses par rapport à des éléments de moindre importance. Certains des problèmes de financement de la recherche peuvent être résolus en assignant des fonds aux lignes de dépenses relatives à des éléments de forte valeur comme la recherche.

Certaines entreprises des secteurs pétrolier, bancaire et du transport du Cameroun ayant un fort potentiel de collaboration avec les universités et institutions de recherche, ont à certaines occasions octroyé des subventions à des fins spécifiques. En vue d'améliorer cette collaboration avec le secteur privé, l'état doit instituer et ériger en loi, le paiement obligatoire de 2% des bénéfices de toutes les sociétés à responsabilité limitée immatriculée au Cameroun à un Fonds de Recherche Universitaire.

• AFRIQUE DE L'EST

Des stratégies d'entreprise pour financer les universités publiques du Kenya

Avec la baisse en financement public, les universités publiques du Kenya ont élaboré des stratégies génératrices de revenus novatrices en vue de soutenir les programmes académiques. A part la mobilisation de fonds auprès des étudiants à travers le payement de frais de scolarité, les universités publiques ont pris l'initiative d'identifier et de développer des sources entrepreneuriales de mobilisation de fonds complémentaires.

En réponse au défi d'autofinancement, la plus grande et la plus ancienne université du Kenya, l'Université de Nairobi, a créé *University of Nairobi Enterprise and Service* (UNES) en 1996.

La Genèse des Programmes Parallèles de Diplômes Universitaires

Dans un passé récent, plusieurs universités de l'Afrique de l'Est sont rigoureusement entrées dans de nouveaux programmes, populairement connu sous le nom de programmes parallèles de diplômes universitaires (PDP) ou programmes de parrainage d'étudiants par le privé - qui est dirigé vers la mobilisation de fonds pour les universités, mais avec un accent particulier sur la satisfaction des besoins du marché du travail. Ces programmes ont été introduits pour pallier à la

réduction du financement des institutions respectives suite aux contraintes budgétaires et à la pression du FMI et de la Banque Mondiale (Zezeza et al 2004:131)

CONCLUSION

La recherche dans les universités africaines telle qu'explorée dans la présente étude, est pareille à une espèce menacée et il importe de trouver des méthodes de financement efficaces et appropriées.

REFERENCES

- Gaillard, J., Zink, E., (2003) *Mesia Impact Studies, "Scientific Research Capacity in Cameroon: An Assessment of IFS Support"*, Stockholm: International Foundation for Science.
Disponible sur le site Internet :
http://www.ifs.se/Publications/Mesia/MESIA_5_Cameroon_english.pdf
- Ngwana, T. A., (2001) *The Implementation of the 1993 Higher Education Reforms in Cameroon: Issues and Promises*. Disponible sur le site Internet :
<http://www.international.ac.uk/resources/>
- Sawyer, A., (2004) *African Universities and the Challenge of Research Capacity Development*.
Disponible sur le site Internet :
http://www.codesria.org/Links/Publications/jhea1_04/sawyer.pdf
- Université de Buea : Rapport Annuel 2006 – 2008
- Willinsky, J., Randall, J., Shafack, R., Kiven, C., (2005) *Access to Research in Cameroonian Universities*. Disponible sur le site Internet :
<http://www.ejisdc.org/ojs2/index.php/ejisdc/article/view/137>
- Zezeza, P.T., Olukoshi, A., (2004) *African Universities in the Twenty First Century, Vol.1 Liberalisation and Internationalisation*, South Africa: UNISA Press.

Annexe 1 : Détails du Financement Provenant de Sources Externes

S/N	Agence de financement	Valeur du financement FCFA	Approuvé
1	Microsoft Corporation	105 524 708	2005/2006
2	MIM/TDR	21 728 671	2006/2007
3	Union Européenne : Projet Varbo	7 354 906	B/F
4	Médicament pour la paludisme	15 237 812	B/F
5	International Foundation for Science	2 413 055	2006/2007
6	Welcome Trust-Oxford University Grant	28 838 645	
7	British Council, UK-England	13 322 958	2007
8	VLIR[Vlaamse inter-universitaire Raad]-	204 000 000	2005
9	AIEA : Application Pacifique des Techniques Nucléaires	3 935 756	2007
10	Partenariat Europe et pays en développement pour les tests	26 238 280	2007
11	Organisation Mondiale de la Santé	85 000 000	2007

Source : *Rapport Annuel 2006/2007 de l'Université de Buea*

Annexe 2 : Budget de la Recherche en Santé – Sources de Financement Externe au Cameroun

Bailleurs de fonds	Montant
Coopération Bilatérale	
Canada	100 000 US\$
France	500 000 Euros (715 000 US\$)
Italie	2 000 000 Euros (2,8 million US\$)
Etats-Unis (USAID)	1 000 000 US\$ au cours des deux dernières années
Coopération Multilatérale	
OMS (à travers TDR)	500 000US\$ au cours des deux dernières années
Union Européenne	Avant 2005, le budget pour la politique sanitaire et les systèmes de recherche était à près de 200 000 Euros par an (285 000 US\$)
FNUAP	Près de 100 000 US\$ pendant les deux dernières années
UNESCO	Près de 100 000 US\$
Bailleurs de Fonds Internationaux pour la Santé : les ONG qui appuient le développement de la Santé	
Hellen Keller International	30 000 US\$
Médecins Sans Frontières – CH (MSF)	30 000 US\$
Aide aux Léproux Emmaüs Suisse	50 000 US\$

Source : *Courtoisie du Département de la Recherche sur les Opérations de Santé (DROS) du Ministère de la Santé du Cameroun, 2007.*